

Politique de développement

Le Gouvernement doit presser le pas pour plus de justice sociale « ici » et « là-bas »

Tribune des ONG de solidarité internationale, publiée dans le JDD

Alors que la loi sur l'aide publique au développement – qui devait être présentée début août en Conseil des ministres – ne cesse d'être reportée, 65 dirigeants d'ONG, parmi lesquelles la Coalition Eau, Oxfam, Médecins du Monde ou Action contre la Faim, s'alarment des « attermoissements » de la France en la matière. Dans une tribune publiée par le JDD, ils proposent, afin d'« allouer des moyens à la hauteur des enjeux », de « renforcer la taxe sur les transactions financières en augmentant son taux et son affectation à la solidarité internationale ».

Alors que la France s'apprête à mettre à jour sa politique relative au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales, l'ambition politique clamée en début de mandat s'est essoufflée.

Lors de la déclaration de politique générale, le Premier ministre a annoncé le renvoi à 2020 de l'examen de la nouvelle loi d'orientation et de programmation dédiée à ces questions, initialement prévue pour 2019. Avec cet ajournement, puis un nouveau report du Conseil du développement, l'ambition présidentielle de renforcer le dispositif et les moyens de la coopération au développement et à la solidarité internationale tarde à se concrétiser. Ce texte doit pourtant fixer les orientations de la politique de développement dont l'enjeu est d'assurer la protection des biens publics mondiaux que sont, entre-autres, le climat, l'eau, la santé et l'éducation. Elle doit aussi préciser les modalités de mise en cohérence des autres politiques avec les objectifs du développement ; enfin donner la programmation budgétaire qui doit détailler la façon dont le gouvernement mettra en oeuvre l'engagement présidentiel à atteindre 0,55 % du revenu national brut pour l'aide publique au développement. Il est regrettable que les attermoissements, le manque d'ambition et le délai dans l'adoption de la loi soient justifiés comme des conséquences des dépenses engagées dans le contexte social français actuel et la mobilisation des Gilets jaunes.

« Il faut allouer des moyens à la hauteur des enjeux. »

Il faut accélérer le processus et dès cette année, allouer des moyens à la hauteur des enjeux et le faire avec une prévisibilité nécessaire à une réponse efficace. Pour ce faire, un outil remarquable permet à la fois de financer notre politique de solidarité internationale et de répondre à l'aspiration pressante pour plus de justice fiscale : la taxe sur les transactions financières. Cette dernière a été créée à la suite de la crise de 2008 pour que le secteur bancaire, ayant largement bénéficié de la mondialisation et de l'envol des flux financiers internationaux, mais également du soutien de la puissance publique pendant la crise, participe à la lutte contre l'extrême pauvreté et les changements climatiques.

Ce que nos concitoyennes et concitoyens veulent aujourd'hui, c'est la justice et l'équité, pour tous et toutes afin que les personnes les plus pauvres, et les plus vulnérables, où qu'elles soient,

puissent vivre dignement. S'exprime ainsi le souhait d'une plus juste redistribution des richesses, en France et à l'échelle mondiale. Le gouvernement doit entendre cette soif de justice fiscale et de nécessaire solidarité et la traduire par des mesures concrètes sans plus attendre.

« Nos concitoyennes et concitoyens attendent que nos pays luttent sérieusement contre les inégalités. »

En effet, les solidarités ne s'opposent pas. Bien au contraire, elles convergent. La défense et la promotion des biens publics mondiaux bénéficient, par définition, à l'ensemble de la population du globe. Nos concitoyennes et concitoyens ont bien conscience que sur de nombreux sujets, nos destins sont liés avec les pays les plus pauvres. Tous et toutes comprennent l'intérêt de se battre pour la défense des droits humains et la nécessité de lutter, aux côtés de nos partenaires, contre les changements climatiques, et de construire des systèmes éducatifs, alimentaires, sanitaires et fiscaux efficaces, durables et équitables. Ils attendent que nos pays luttent sérieusement contre les inégalités, y compris celles entre les femmes et les hommes, où qu'elles se manifestent.

Renforcer cette taxe en augmentant son taux et son affectation à la solidarité internationale, dès cette année, permettrait de faire un pas vers l'atteinte des engagements internationaux en matière d'aide publique au développement en répondant aux aspirations de nos concitoyennes et concitoyens : construire une société plus juste et un monde plus équitable.

➞ Retrouvez la tribune sur le site du JDD [ici](#)

LISTE DES SIGNATAIRES :

- ➞ Philippe JAHSHAN, Président (Coordination SUD)
- ➞ Cécile DUFLOT, Directrice Générale (Oxfam France) ;
- ➞ Bertrand LEBEL, Directeur Exécutif (Acting For Life) ;
- ➞ Thomas RIBEMONT, Président d'honneur (Action Contre la Faim) ;
- ➞ Catherine Sophie DIMITROULIAS, Présidente (AFEM) ;
- ➞ Frédéric APOLLIN, Directeur (Agronomes et Vétérinaires sans Frontières) ;
- ➞ Gwenaëlle BOUILLE, Présidente (Aide et Action) ;
- ➞ Aurélien BEAUCAMP, Président (AIDES) ;
- ➞ Alexandra POTEAU, coordinatrice générale (Amis des Enfants du Monde) ;
- ➞ Thomas DE LA BOUVRIE, Trésorier (Antenna France) ;
- ➞ Alain CHEVALIER, Président (APIFLORDEV) ;
- ➞ Alain BARRAU, Président (Asmae-Association Sœur Emmanuelle) ;
- ➞ Halimatou CAMARA, Présidente (Association des Jeunes Guinéens de France) ;
- ➞ Benoît LAMBERT, Président (Association la Voûte Nubienne) ;
- ➞ Gilles COLLARD, Directeur Général (Bioforce) ;
- ➞ Philippe LEVEQUE, Directeur Général (CARE France) ;
- ➞ Sylvie BUKHARI-DE PONTUAL, Présidente (CCFD-Terre Solidaire) ;
- ➞ Bruno GALLAND, Conseiller technique régional (CIDR) ;
- ➞ Daneil VERGER, Président (CLONG-Volontariat) ;
- ➞ Sandra METAYER, Coordinatrice (Coalition Eau) ;
- ➞ Anne-Françoise TAISNE, Déléguée Générale (Comité français pour la solidarité internationale) ;
- ➞ Julie STOLL, Déléguée Générale (Commerce équitable France) ;
- ➞ Thierry MAURICET et Xavier BOUTIN, Présidents (Coordination Humanitaire

Développement) ;

- ➔ Emmanuel POILANE, Président (CRID) ;
- ➔ Emilie VALLAT, Directrice (ECPAT France) ;
- ➔ Hervé GOUYET, Président (Electriciens sans frontières) ;
- ➔ Armelle RENAUDIN, Cofondatrice (Entrepreneurs du Monde) ;
- ➔ Aurélie GAL-REGNIEZ, Directrice Exécutive (Equipop) ;
- ➔ Ruvie GAMBIA, Président (Etudiants et Développement) ;
- ➔ Gérald GODREUIL, Délégué Général (Fédération Artisans du Monde) ;
- ➔ Manuel PATROUILLARD, Directeur Général (Fédération Handicap International) ;
- ➔ Mackendie TOUPOUSSANT, Président (FORIM) ;
- ➔ Matthieu GAUTIER, Directeur Général (Futur Au Présent) ;
- ➔ Laurence TOMMASINO, Déléguée Générale (GERES) ;
- ➔ Jean-Michel ROYER, Président (Gevalor) ;
- ➔ Bruno RIVALAN, Directeur Exécutif adjoint (Global Health Advocates / Action Santé Mondiale) ;
- ➔ Olivier BRUYERON, Directeur (Gret) ;
- ➔ Pierre JACQUEMOT, Président (Groupe Initiatives) ;
- ➔ Claude ROSENTHAL, Président (Gynécologie Sans Frontières) ;
- ➔ Cathy BLANC-GONNET, Directrice (HUMATEM)
- ➔ Alexis BEGUIN, Directeur Général (IECD) ;
- ➔ Marie Françoise PLUZANSKI, Présidente (Initiative Développement) ;
- ➔ François DOLIGEZ, Président (Inter-réseaux Développement rural) ;
- ➔ Johan GLAISNER, Directeur de programme (Ircom) ;
- ➔ Jean-Paul DAVID, Président (Kinésithérapeutes du Monde) ;
- ➔ Anouchka FINKER, Directrice Générale (La Chaîne de l'Espoir) ;
- ➔ Olivier ALLARD, Délégué (Général La Guilde) ;
- ➔ Malik SALEMKOUR, Président (Ligue des droits de l'Homme) ;
- ➔ Blaise DESBORDES, Directeur Général (Max Havelaar France) ;
- ➔ Dr Philippe DE BOTTON, Président (Médecins du monde) ;
- ➔ Xavier DEMANCHE, Directeur Général par Intérim (Partage) ;
- ➔ Dominique BISSUEL, Président (PARTAGE avec les enfants du monde) ;
- ➔ Yvan SAVY, Directeur (Plan International France) ;
- ➔ Stéphanie SELLE, Co-Directrice (Planète Enfants & Développement) ;
- ➔ Thierry MAURICET, Directeur Général (Première Urgence Internationale) ;
- ➔ Jean-Louis MAROLLEAU, Secrétaire Exécutif (RESEAU FOI & JUSTICE AFRIQUE EUROPE) ;
- ➔ Rachid LAHLOU, Président-Fondateur (Secours Islamique France) ;
- ➔ Florence THUNE, Directrice Générale (Sidaction) ;
- ➔ Clotilde BATO, Déléguée Générale (SOL, Alternatives Agroécologiques et Solidaires) ;
- ➔ Alain CANONNE, Délégué Général (Solidarité Laïque) ;
- ➔ Antoine PEIGNEY, Président (Solidarités International) ;
- ➔ Isabelle MORET, Directrice Générale (SOS VILLAGE D'ENFANTS) ;
- ➔ Lysiane ANDRE, Présidente (Terre des Hommes France) ;
- ➔ Camille ROMAIN DES BOSCS, Directrice Générale (Vision du Monde) ;
- ➔ Véronique MOREIRA, Présidente (Women Engage for a Common Future (wecf) France).